

COVID, CRÈCHES ET FOYERS PRIVÉS : UN DÉFI MAJEUR

Si, une fois la période de confinement passée, la reprise progressive des activités a constitué un défi majeur pour les crèches et des foyers privés, la relation avec les enfants et leur famille a elle aussi été au cœur des préoccupations du secteur. Garder le lien, communiquer, expliquer et aider : des priorités pour les gestionnaires, fortement sollicités durant cette période anxiogène.



TEXTE: HELENA COUPETTE

Pour ralentir la propagation du virus, différentes mesures ont dû être mises en place. En crèche, les groupes ont été réduits à cinq enfants maximum. Une nouvelle qui a suscité incompréhension et parfois mécontentements du côté des parents, puisque la sélection des enfants pouvant être accueillis a été laissée à l'appréciation de chaque gestionnaire. Parfois sans solution annexe, les familles ont dû improviser et certaines ont résilié leur contrat avec la crèche avant le début de l'été. Elles sont ainsi nombreuses à avoir perdu une partie de leur clientèle.

Les gestionnaires de foyers privés ont également été mis à rude épreuve, avec la mise en place de l'école en alternance.

Les communes ont ainsi constitué des listes d'enfants attribués aux foyers privés, qui n'ont pas pu accueillir leurs enfants habituels. Malgré une bonne coopération et communication entre ces différents acteurs, un travail de réseau énorme et éprouvant, les gestionnaires ont là encore, dû essuyer les mécontentements de certaines familles, notamment celles dont les enfants fréquentant des écoles privés, se sont retrouvés privés de leur foyer habituel.

Au-delà de l'aspect logistique, le bouleversement a été total sur le plan pédagogique. Alors que le Ministère œuvrait depuis plusieurs années pour un concept ouvert, laissant aux enfants la possibilité d'évoluer entre les différents groupes, la crise sanitaire a obligé les gestionnaires à repenser l'ensemble des méthodes de travail, en plus de nécessiter plus d'encadrants pour travailler avec ces groupes restreints et fixes. Les équipes ont d'ailleurs été fortement sollicitées alors même qu'une partie du personnel était en congé pour raisons familiales ou en maladie. La problématique des congés annuels reste quant à elle particulièrement épineuse.

Sur le plan du financement, enfin, la crise a mis en lumière les inégalités du système CSA. Dépendant du public accueilli, le montant de la subvention n'est pas le même pour toutes les structures. Celles accueillant des familles à hauts revenus sont ainsi beaucoup moins subventionnées que les autres. Pendant le confinement, les parents n'ont rien payé, or pour certaines structures, la subvention ne couvrait même pas les salaires.

De fait, la reprise normale à la date du 16 juillet était attendue avec impatience par tout le secteur, avec cette inquiétude de savoir si les structures seront aptes à fonctionner normalement. Si le virus entraîne une nouvelle fermeture temporaire, certaines pourraient ne pas s'en remettre.